



HAL
open science

Dix ans de révolution non citoyenne en Equateur (2007-2017)

Marie-Esther Lacuisse

► **To cite this version:**

Marie-Esther Lacuisse. Dix ans de révolution non citoyenne en Equateur (2007-2017). Les études du Centre d'études et de recherches internationales, Centre de recherches internationales de Sciences Po (CERI), 2018, pp.48 - 52. hal-03444392

HAL Id: hal-03444392

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03444392>

Submitted on 23 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Dix ans de révolution non citoyenne en Equateur (2007-2017)

par Marie-Esther Lacuisse

En avril 2017, Lenín Moreno et Jorge Glas ont été élus à la présidence de l'Equateur pour poursuivre la révolution citoyenne (RC) initiée par le président Rafael Correa en 2007. Mais qu'est-ce en substance que cette révolution dite citoyenne devenue à la fois un terme de référence du socialisme révolutionnaire du ^{xxi}^e siècle en Europe, et une source de ressentiment et de dissentiment au sein de l'électorat progressiste et social qui a soutenu initialement le projet politique en Equateur ? Une partie de cet électorat reproche à Rafael Correa d'avoir trahi en menant une politique qui va à l'encontre du développement humain et de la préservation de la nature, promu par le Plan national pour le bien-vivre de la RC. Ces contestataires déplorent également l'hyper-présidentialisme de Correa qui nie l'une des bases fondamentales de la révolution, à savoir l'établissement d'un contrôle citoyen sur les pouvoirs de la République. Par ailleurs, la RC, et en particulier l'ancien président Correa, comptent encore de fidèles enthousiastes au sein de cet électorat de la première heure car « avec ce président, c'est la première fois qu'une politique sociale a été menée dans ce pays », selon un « corréiste » (supporter de Correa) qui n'évolue pas dans l'appareil politique de la RC¹. A cet argument social, il ajoute : « il ne faut pas oublier dans quel état (institutionnel) était l'Equateur lorsque Correa a été élu. Il a fait beaucoup pour la reconstruction du pays »². En 2007, Rafael Correa a hérité d'un pays dont toutes les institutions étaient en crise, et il a contribué à la reconstruction de l'Etat et au rétablissement d'une certaine stabilité politique. Alors que les présidents élus de la décennie précédente ont tous été renversés, il a été réélu deux fois (2009 et 2013).

La RC est ainsi un projet politique traversé par des contradictions apparentes que nous nous proposons d'éclaircir en confrontant la promotion qui en a été faite à sa mise en œuvre concrète. Nous verrons dans ce cadre qu'elle ne peut être qualifiée de projet révolutionnaire bien qu'elle ait marqué une rupture dans la trajectoire politique de l'Equateur. Après avoir mis en évidence le modèle de développement promu par la RC, davantage inspiré par les théories classiques du développement que par celle du bien-vivre (*buen vivir*), nous reviendrons sur l'enjeu de la RC qui était celui de la résurgence de l'Etat plus que celui de la redéfinition de la place et du rôle du citoyen dans la cité.

Un bien-vivre développementaliste

La révolution citoyenne est associée au bien-vivre, notion empruntée à la cosmovision indienne des Andes qui renvoie au fait de vivre en harmonie et en plénitude avec la nature. Désormais, le bien-vivre symbolise également l'émancipation sociale des peuples du Sud, entendus comme l'ensemble des populations opprimées dans le monde³, en tant qu'alternative

¹ Il s'agit d'un entrepreneur quadragénaire qui travaille dans la restauration et l'hôtellerie, aux revenus moyens, interrogé sur les raisons de son soutien à la RC. Entretien par Skype, septembre 2017.

² *Idem*.

³ Voir à ce sujet le Manifeste pour le bien-vivre dans B. de S. Santos, *Epistémologies du Sud. Mouvements citoyens et polémique sur la science*, Paris, Desclée de Brouwer, 2016.

à la vision occidentale du développement qui donne le primat à l'économique et à la productivité, que l'approche soit libérale par le marché ou d'inspiration marxiste par l'Etat⁴. Le régime du bien-vivre de la Constitution de la RC (approuvée par référendum en 2008 après la tenue d'une assemblée constituante), ainsi que le Plan national pour le bien-vivre qui fixe les axes prioritaires en matière de politiques publiques, valorisent dans ce sens la préservation de la biodiversité, l'équité et l'économie sociale et solidaire.

Cette conception du bien-vivre n'a cependant jamais été partagée par tous les acteurs de la RC. Elle a surtout été défendue par Alberto Acosta, économiste proche de la social-démocratie allemande et auteur de plusieurs articles et d'un ouvrage sur le bien-vivre⁵ qui font de lui le principal représentant de la tendance écologique d'Alliance pays (AP), mouvement politique créé pour soutenir la candidature de Rafael Correa à l'élection présidentielle de 2006. Ministre de l'Energie pendant le premier mandat présidentiel de Correa, puis président de l'assemblée constituante, il a notamment été le promoteur du projet Yasuni ITT. Ce projet, qui n'a finalement pas vu le jour, projetait la création d'un fonds de compensation international pour la non-exploitation de trois gisements de pétrole dans le parc naturel de Yasuni en Equateur. Avant que ce projet n'échoue pour de multiples raisons⁶, Acosta a précipitamment quitté le mouvement politique en 2008 à la suite de désaccords avec le président Correa, notamment concernant sa vision du bien-vivre. En effet, pour Correa, également économiste de formation, promouvoir le bien-vivre consistait à réduire la pauvreté au moyen d'une politique de développement industriel avant de considérer la protection environnementale, comme il a pu l'affirmer lors d'une conférence donnée au campus de Sciences Po à Poitiers en 2013⁷.

En opposition à la tendance écologique d'AP, Rafael Correa a défendu une conception développementaliste du bien-vivre donnant le primat à des solutions économiques, et c'est cette approche du développement qui a dominé la RC depuis la fin de son premier mandat présidentiel (2009-2013). Certes, la crise financière de 2008 et ses retombées sur le prix des matières premières (dont le pétrole brut, premier produit d'exportation de l'Equateur), puis l'amorce de négociations compliquées au sujet du fonds Yasuni ITT lors du Sommet international sur le climat à Copenhague en 2009 ont pu jouer en faveur de l'imposition de cette vision économique du développement. Or cette approche développementaliste est inhérente au projet de la RC bien qu'elle ait été moins mise en avant au niveau international. La Constitution de la RC comme le Plan national pour le bien-vivre de 2009 ne se contentent pas de faire la part belle au bien-vivre. Ces textes réhabilitent également la politique de substitution aux importations de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine (Cepal) des années 1960. Cette politique soutenait la planification par l'Etat de l'industrialisation des pays du Sud sur les bases de la théorie de la dépendance néomarxiste qui dénonce la subordination de ces pays de la périphérie au centre constitué des pays industrialisés du Nord. Au demeurant, ce

⁴ G. Rist, *Le Développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007.

⁵ A. Acosta, *Le Buen Vivir*, Paris, Utopia, 2014.

⁶ Voir à ce propos S. Labarthe, « Yasuni-ITT en Equateur : le projet peut-il encore atterrir au niveau local ? », *Mouvements*, Vol. 76, n° 4, 2013, pp. 90-104.

⁷ Pour plus de détails sur cette conférence, voir M.-E. Lacuisse, « Résumé et analyse de la conférence du président de la république de l'Equateur à Poitiers », 7 janvier 2014 (www.sciencespo.fr/opalc/sites/sciencespo.fr/opalc/files/visite%20Correa-2.pdf).

n'est pas une politique industrielle que la RC a soutenue jusqu'à ce jour, mais une politique économique extractive avec une dynamisation du secteur minier faiblement développé jusqu'à présent en Equateur (en comparaison avec la Bolivie et le Pérou). Pour exemple, l'entreprise nationale minière a été créée sous le second mandat de Correa, en 2010.

Ainsi, la RC promeut un bien-vivre développementaliste qui repose sur un processus d'accumulation par l'Etat avec lequel les investisseurs privés sont invités à nouer des alliances pour développer une activité économique. Dans ce sens, nous avons qualifié la RC de « gauche cépalienne » dès 2009⁸, et sous cet angle, la spécificité de la RC devient un fort réinvestissement de l'Etat dans la production des politiques publiques qui se concrétise avec la réhabilitation d'un organe de planification en lieu et place des agences de régulation de l'époque néolibérale : le Secrétariat national de la planification et du développement (Senplades). Rattaché à la présidence de la République, le Senplades élabore les plans du bien-vivre⁹.

Depuis ses débuts, la RC promeut un projet d'Etat social et souverain et non un bien-vivre écologique, relégué à une sous partie du dernier chapitre de l'ouvrage de Correa intitulé *De la République bananière à la Non-République. Pourquoi la révolution citoyenne*¹⁰. Ce défi est une réponse aux politiques néolibérales des années 1980-1990 mais s'inscrit également dans la problématique de la capture des institutions par les oligarchies locales en Equateur.

La révolution citoyenne et la résurgence de l'Etat en Equateur

La RC s'inscrit dans le prolongement des mobilisations citoyennes en Equateur qui ont dénoncé la corruption des acteurs politiques entre 1996 et 2005, et au-delà un système politique reposant sur un régime de partis représentant les intérêts particuliers d'oligarchies locales assujetties à la logique financière du néolibéralisme – ce que l'ancien président Correa a nommé la « *partidocracia* ». Ces mobilisations ont conduit à la destitution de trois présidents élus. En 1997, Abdala Bucaram a été limogé par le Congrès pour des faits de corruption dans les services publics ; en 2000, Jamil Mahuad a été renversé par le mouvement indien avec l'appui d'une frange de l'armée à la suite de son alliance avec le secteur bancaire qui a conduit à la dollarisation de l'économie et de la monnaie du pays ; en 2005, les citoyens sont massivement descendus dans les rues de Quito pour dénoncer la cooptation du pouvoir juridique par le président de la République Lucio Gutiérrez. En outre, les instances juridiques étaient gangrenées par les partis politiques, et les services publics par les intérêts particuliers et corporatistes.

Le projet de Correa était donc initialement de rétablir des institutions publiques non corrompues et décorporatisées, et de défendre une politique nationale non tributaire des politiques internationales mais aussi des arrangements locaux en Equateur. Lors de la campagne électorale pour les élections présidentielles de 2006, les mots d'ordre du candidat Correa

⁸ Voir O. Dabène (dir.), *Atlas de l'Amérique latine*, Paris, Autrement, 2009, p. 76.

⁹ L'idée est amplement développée bien que moins aboutie dans : M.-E. Lacuisse, « Equateur : la révolution citoyenne. Des institutions pour le peuple à la personnification du pouvoir », in O. Dabène (dir.), *La Gauche en Amérique latine*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, pp. 147-173.

¹⁰ R. Correa, *De la République bananière à la Non-République. Pourquoi la révolution citoyenne*, Paris, Utopia, 2013.

étaient d'ailleurs « *Patria* » (patrie) et « *Soberania* » (souveraineté), et le retour au sucre, la monnaie équatorienne remplacée par le dollar américain en 1998, était encore évoqué. Dans cette perspective, l'une des premières mesures phares de Correa a été l'organisation d'un audit intégral de la dette publique qui a consisté « à établir la légitimité, la légalité et la pertinence des prêts, leurs négociations et renégociations, pour définir les responsabilités et la coresponsabilité des prêteurs ainsi que les impacts économiques, sociaux et environnementaux de ces prêts, et surtout pour permettre de rétablir des actions souveraines »¹¹. Dans ce cadre, son autre grande ambition était également de mettre fin au localisme et à la fragmentation politique en Equateur. En 2005, il y avait plus de cent cinquante organisations politiques enregistrées au tribunal électoral pour un pays de seize millions d'habitants.

Pour servir son projet « révolutionnaire », Rafael Correa a mis à contribution la figure historique et mythique d'Eloy Alfaro, symbole de la lutte contre le pouvoir conservateur en Equateur avec sa révolution libérale (1895-1912). Alfaro a été l'instaurateur du premier chantier d'aménagement national du territoire avec la construction de la voie ferroviaire reliant Quito à Guayaquil, que Correa a voulu symboliquement rénover. La révolution libérale d'Alfaro fut aussi l'avènement d'idées sociétales très progressistes, comme celle de l'émancipation des femmes¹², que l'on ne retrouve guère dans la RC de Correa. L'avortement, par exemple, n'a finalement pas été dépénalisé comme le laissait espérer la RC. Son principal problème est d'ailleurs qu'elle prône l'inclusion sociale mais n'accorde pas beaucoup d'attention aux protagonistes sociaux et citoyens dont, en premier lieu, les militants écologiques avec qui Correa entretient des rapports de force depuis son premier mandat¹³.

Des citoyens écartés du pouvoir : une révolution citoyenne autoritaire ?

Correa s'est appuyé sur les manifestations citoyennes pour accéder au pouvoir, puis sur la société civile pour faire approuver son projet constitutionnel ; mais depuis, les voix de la rue ont été peu écoutées et plutôt réprimées. Le grand échec de la RC de Correa a d'ailleurs été son incapacité à instaurer un quatrième pouvoir citoyen afin d'assurer un contrôle démocratique sur les institutions de la République, pourtant au cœur de ce projet politique. Certes, un Conseil de participation citoyenne et du contrôle social a été créé, mais son fonctionnement a été perturbé dès ses premières heures d'existence, l'empêchant d'assurer un contrôle sur les institutions publiques, et tout particulièrement sur les instances juridiques qu'il avait pour principale cible¹⁴.

¹¹ Citation reprise du site internet de la Comisión para la Auditoría Integral del Crédito Público, section « Auditoría de la deuda ».

¹² E. Sinardet, « Les femmes dans le projet libéral de modernisation de l'Equateur (1895-1925) », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n° 32, 2010, pp. 253-269.

¹³ Voir à ce sujet les rapports de force entre l'Etat et les protagonistes locaux du projet Yasuni ITT au moment de sa valorisation par le premier gouvernement de Correa dans S. Labarthe, « Yasuni-ITT en Equateur : le projet peut-il encore atterrir au niveau local ? », art. cité.

¹⁴ Voir à ce sujet M.-E. Lacuisse, « Equateur : la révolution citoyenne. Des institutions pour le peuple à la personnification du pouvoir », art. cité.

La révolution citoyenne semble ainsi avoir été amputée de son qualificatif. Les citoyens ne sont plus écoutés et leurs voix sont étouffées par la prophétie développementaliste de Rafael Correa, ce qui laisse à penser qu'elle est davantage autoritaire que citoyenne. Cette dérive autoritaire ne peut cependant pas s'expliquer par le charisme de l'ancien président Correa, elle doit être envisagée au regard du caractère instable du régime de transition que représente aussi la RC en Equateur¹⁵. Car si elle ne peut être considérée comme un projet politique révolutionnaire, la RC a marqué une rupture dans la trajectoire politique de l'Equateur.

¹⁵ A propos du rôle du charisme dans les pratiques autoritaires, voir M. Camau, « Le leadership politique aux confins des démocraties et des autoritarismes », in O. Dabène, V. Geisser, G. Massardier (dir.), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2008, pp. 57-88.